

# Migrations internationales et migrations intérieures: un aperçu<sup>1</sup>

Heinz Nigg

## Les migrations dans leur contexte historique et global – notions et structures

Aujourd'hui encore, les liens étroits que l'histoire a tissés entre les pays colonisateurs et les pays colonisés continuent d'influencer les comportements migratoires. Après la première phase des découvertes, les puissances coloniales envoyèrent, en vagues successives, de nombreux immigrés peupler et administrer les nouveaux territoires. Au nom de leurs intérêts économiques, les colonisateurs européens ont utilisé et exploité la main-d'œuvre d'Amérique d'abord, puis d'Afrique, d'Asie et d'Australie. A l'époque de l'industrialisation et de la formation des Etats nationaux, la politique de migration était peu réglementée, ce qui correspondait tout à fait à l'esprit du libéralisme économique. Les papiers d'identité n'existaient pas encore et rien, ni autorisations ni contraintes, ne compliquait les migrations du travail.

Cette politique de migration hospitalière prit fin dès le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Tous les pays impliqués dans la guerre se mirent à codifier systématiquement l'immigration et à contrôler rigoureusement leurs frontières. Il s'agissait de contrecarrer l'espionnage et d'affermir la loyauté envers l'Etat national. La guerre finie, on conserva les dispositions légales de l'immigration afin de réguler le flux de main-d'œuvre. On espérait ainsi protéger la main-d'œuvre intérieure de la récession d'après-guerre. Mais ces dispositions qui compliquaient l'immigration avaient aussi pour cause directe la xénophobie exacerbée par la guerre. Il n'est pas jusqu'aux traditionnels pays d'accueil – Etats-Unis, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande – qui, dans l'entre-deux-guerres, n'aient durci leur législation.

Après la Seconde Guerre mondiale, on instaura une politique d'immigration plutôt libérale afin d'embaucher la main-d'œuvre nécessaire à la reconstruction de l'Europe occidentale. Tous les pays industrialisés de l'Ouest (mais aussi les Etats-Unis, le Canada et l'Australie) recrutèrent de

---

<sup>1</sup> Cet aperçu se fonde sur le rapport «Overview of International Migration» de l'*Organisation Internationale des Migrations* à Genève ainsi que sur une étude des migrations de la sociologue Thea Weiss Sampietro (1998).

Nigg, Heinz (Hrsg.) (1999) Da und fort. Leben in zwei Welten. Interviews, Berichte und Dokumente zur Immigration und Binnenwanderung in der Schweiz. Zürich: Limmat Verlag

la main-d'œuvre entre 1945 et 1973. Dans un premier temps, ils purent mobiliser pour la reconstruction les nombreux réfugiés et déracinés de guerre, qui étaient de toute façon à la recherche de travail. Puis dès les années soixante, ils lancèrent des campagnes de recrutement ciblées dans les pays de l'Europe du Sud, industriellement moins développés. Par exemple, c'est à la fin de cette décennie que la République fédérale d'Allemagne ouvrit de 500 à 600 bureaux de recrutement dans le bassin méditerranéen. En Europe de l'Ouest, les anciennes relations coloniales facilitèrent l'immigration – venue d'Algérie, du Maroc et de Tunisie pour la France (Portes et Böröcz 1989), d'Inde, du Pakistan, du Bangladesh et de Jamaïque pour la Grande-Bretagne et du Surinam pour les Pays-Bas (Castles et Miller 1993). D'autres pays, comme la Suisse et l'Allemagne, par exemple, passèrent des accords multilatéraux ou bilatéraux avec l'Italie, l'Espagne, la Yougoslavie, la Turquie, la Grèce et le Portugal, pour satisfaire leurs besoins de main-d'œuvre (Castles et Miller 1993).

D'autres flux migratoires apparurent dans l'hémisphère occidental après la Seconde Guerre mondiale: du Mexique et des Caraïbes vers les Etats-Unis, de la Bolivie et du Paraguay vers l'Argentine. L'Afrique du Sud recruta sa main-d'œuvre en Angola, au Mozambique, au Malawi, au Zimbabwe, au Botswana, au Lesotho et au Swaziland. Les régions côtières d'Afrique occidentale attirèrent également des migrants. Les Etats du Golfe au Moyen-Orient recrutèrent leur main-d'œuvre dans l'espace sud-asiatique, mais aussi en Palestine, en Egypte et dans d'autres pays arabes.

Le recrutement de main-d'œuvre connut son point culminant en Europe occidentale dans les années soixante. Vers le milieu des années soixante-dix, sous l'effet de la récession économique induite par la crise du pétrole, l'immigration fut de nouveau limitée et les contrats de travail avec les migrants ne furent pas reconduits. Malgré tout, dans les années quatre-vingt, l'amélioration apportée par le regroupement familial et l'augmentation des demandes d'asile continuèrent de nourrir les flux migratoires.

La Guerre froide terminée, la distinction jusque-là instaurée entre migrations intérieures (*internal migration*) et migrations internationales eut tendance à s'estomper pour finalement s'inverser. A la suite des changements politiques intervenus en Europe après 1989, les frontières séparant les Etats membres de l'Union européenne s'ouvrirent tandis que l'immigration fut de plus en plus sévèrement contrôlée aux frontières séparant l'Europe des pays non-membres. Le démantèlement de l'Union soviétique transforma des migrants intérieurs qui, en tant que citoyens soviétiques s'étaient jusque-là sentis en sécurité, en migrants internationaux. Nombreux sont les anciens citoyens soviétiques, d'origine russe en particulier, qui font aujourd'hui partie de groupes minoritaires étrangers dans les Etats successeurs de l'Ex-Union soviétique (United Nations

Nigg, Heinz (Hrsg.) (1999) Da und fort. Leben in zwei Welten. Interviews, Berichte und Dokumente zur Immigration und Binnenwanderung in der Schweiz. Zürich: Limmat Verlag

Secretariat 1994). Même situation dans l'Ex-Yougoslavie dont le violent éclatement en Etats nationaux reconstruits sur une base ethnique a provoqué d'importants flux migratoires.

Le fait que, dans certains cas comme le Salvador, l'Ethiopie ou le Mozambique, les puissances de la Guerre froide se soient retirées des conflits régionaux a favorisé le règlement ou l'affaiblissement de ces conflits. Dans d'autres cas, comme l'Angola et la Somalie, les conflits internes attisés par la Guerre froide ont continué de sévir et ont également provoqué des flots de réfugiés et de demandeurs d'asile. Dans le monde entier, le nombre des demandeurs d'asile et des migrants du travail a continué d'augmenter.<sup>2</sup>

### Migrations internationales

L'expression «migrations internationales» désigne les mouvements de groupes de population d'un pays à un autre, que ce soit pour y travailler, s'y installer (rapprochement familial) ou pour y trouver refuge. Il existe une typologie qui différencie les migrants selon la raison de leur migration (Ghosh 1992, Lohrmann 1994):

1. Migrants et migrantes qui fuient la pauvreté et le chômage extrêmes.
2. Migrants et migrantes qui désirent améliorer leurs revenus et leur niveau de vie.
3. Personnes fuyant la persécution lors de conflits ou de guerres.
4. Migrants et migrantes qui tentent d'échapper à une catastrophe écologique ou à la destruction rampante de leur environnement.

### Migrations intérieures

L'expression «migrations intérieures» désigne les mouvements de groupes de population d'une région à une autre, à l'intérieur des frontières d'un seul et même pays, que l'intention soit de s'installer provisoirement ou définitivement dans le nouveau lieu. Les notions d'«immigration» et d'«émigration» ne peuvent s'appliquer aux migrations intérieures.

Les migrants et migrantes ruraux-urbains déménagent de régions rurales pour s'installer dans des régions urbaines. Les raisons peuvent en être la pauvreté, une activité agricole octroyant des revenus trop modestes, une productivité insuffisante, une poussée démographique, une répartition inégale des terres, une dégradation écologique, l'impossibilité d'un développement économique (Oberai 1987). Dans les vingt prochaines années, la population des grandes agglomérations

---

<sup>2</sup> Les migrations volontaires (migration du travail) ne sont pas toujours faciles à distinguer des migrations forcées (exode, expulsion). Car en fin de compte, toutes les formes de migration ont d'abord pour but premier de trouver de meilleures conditions de vie et de travail.

Nigg, Heinz (Hrsg.) (1999) Da und fort. Leben in zwei Welten. Interviews, Berichte und Dokumente zur Immigration und Binnenwanderung in der Schweiz. Zürich: Limmat Verlag

urbaines des pays en voie de développement va augmenter pour atteindre un milliard de personnes (United Nations Secretariat 1994). Dans ces pays, les mouvements de la campagne vers la ville constituent aujourd'hui l'une des formes les plus importantes des migrations intérieures.

### L'ampleur du phénomène de migration

De nos jours, si l'on ajoute les migrations intérieures aux migrations internationales, le phénomène de migration touche tous les pays, toutes les villes, tous les villages et toutes les régions rurales du monde. La plupart des migrantes et migrants ne quittent pas cependant leur pays d'origine: «La plus grande partie des migrantes et des migrants se déplace dans leur propre pays, un second groupe passe d'un pays peu développé à un autre et seule une minorité de migrantes et de migrants émigre vers les pays industrialisés» (Meissner 1993). On estime qu'entre 1975 et 1985, le volume des migrations intérieures atteignait le chiffre de 750 millions à un milliard de personnes. En comparaison, le nombre des migrantes et migrants internationaux a atteint 77 millions (personnes recensées en dehors de leur pays de naissance – United Nations Secretariat 1994). En 1993/94, leur nombre était évalué à près de 100 millions, soit près de 2% de la population mondiale (Lohrmann 1994).

Migrantes et migrants du travail	25–30 millions
Migrantes et migrants sans-papiers	30 millions
Réfugiés	18,2 millions
Autres	24 millions
Total	97–102 millions

La répartition des migrations selon les régions du monde en 1993 (Ghosh 1993):

Afrique	22–26 millions
Moyen-Orient, Asie du sud et du sud-est	17–21 millions
Amérique du nord	25–27 millions
Europe	23–24 millions
Autres (y compris Amérique latine, Caraïbes et Asie orientale)	12,5–18 millions
Total	99,5–116 millions

## Causes et effets des migrations

Les analyses des migrations prennent souvent comme point de départ les motifs personnels des migrantes et migrants. La décision de partir est comprise comme un calcul des coûts et des avantages. Parmi les facteurs qui influencent cette décision dans le pays d'origine – ce qu'on appelle des «facteurs de répulsion» –, on trouve une densité de population élevée, la pauvreté, le chômage ou le manque de perspectives professionnelles, la répression et la violence politiques ou ethniques, les conflits armés, la destruction de l'environnement et les catastrophes naturelles. Les «facteurs d'attraction», c'est-à-dire ceux qui, aux yeux des migrantes et des migrants, rendent le pays cible ou le pays d'accueil attrayant, sont le besoin de main-d'œuvre, la disponibilité de la terre, les possibilités de développement économique, la liberté religieuse, la liberté politique et la sécurité. Ces facteurs peuvent être réels comme imaginaires.

Cette approche est cependant trop sommaire. La pauvreté, par exemple, ne suffit pas à pousser les gens à l'émigration. Les personnes appartenant aux couches sociales moyennes sont plus enclines à émigrer dans un autre pays que celles qui sont complètement marginales: en effet, seule leur position économique relativement privilégiée, combinée avec une meilleure formation et à un accès plus facile à l'information, leur permet de migrer. Les très pauvres sont souvent les derniers à partir; habituellement, une extrême paupérisation économique ne suffit pas à déclencher un mouvement d'émigration. Sassen (1988) a même constaté que, dans les années soixante-dix, les migrations se sont intensifiées à partir des pays en voie de développement dans lesquels le produit social brut avait augmenté (Asie orientale).

Il faut donc aussi examiner la répartition des couches sociales dans les pays d'origine ainsi que les relations historiques et économiques existant entre les pays émetteurs et les pays récepteurs. Car tout mouvement de migration est le résultat de l'interaction de microstructures et de macrostructures: parmi les premières, on compte l'origine sociale des migrants, leurs pratiques et leurs convictions, leurs réseaux sociaux, etc.; les secondes sont le fait de l'économie politique du marché mondial et des liens historiques et contemporains unissant les pays d'émigration et les pays d'immigration, ces liens étant eux-mêmes fondés sur leurs rapports coloniaux, culturels, politiques et commerciaux. Les lois, structures et pratiques des régions de départ et d'arrivée facilitent ou contrecarrent les migrations et contrôlent l'implantation. Le sexe et l'appartenance ethnique jouent également un rôle important auprès des migrants dans les processus de migration. Ce n'est qu'en tenant compte de tous ces facteurs que l'on peut comprendre de manière approfondie la cause et l'effet des migrations.

Nigg, Heinz (Hrsg.) (1999) Da und fort. Leben in zwei Welten. Interviews, Berichte und Dokumente zur Immigration und Binnenwanderung in der Schweiz. Zürich: Limmat Verlag

### Migrations du travail

Les facteurs économiques incluent les besoins personnels et familiaux, l'accès aux ressources (terre, crédits, travail) et leur disponibilité ainsi que les stratégies nationales et internationales économiques, commerciales et de développement et leur mise en pratique. Ainsi, par exemple, le surendettement de nombreux pays en voie de développement est en partie responsable de véritables vagues de migration.

La décision de migrer fait souvent aussi partie d'une stratégie familiale pour assurer la survie, réduire les risques et élever le niveau de vie. Par la migration d'un ou de plusieurs de leurs membres, les familles tentent de diversifier leurs sources de revenus, autant d'un point de vue géographique que d'un point de vue professionnel. Les systèmes de communication mondiaux et l'accès grandissant de groupes de plus en plus nombreux de la population mondiale à la télévision, à la radio et à la presse écrite familiarisent ces gens avec les conditions de vie des autres pays. Dans le sillage des nouvelles possibilités de communication, de l'extension des infrastructures de transport, des relations commerciales et d'affaires, de nouvelles routes de migration se sont développées.

L'embauche de main-d'œuvre immigrée est généralement limitée dans le temps et peut être prolongée ou non. Ces personnes peuvent avoir l'occasion d'améliorer leurs aptitudes, mais c'est un cas relativement rare. La plupart commencent au bas de l'échelle hiérarchique professionnelle et doivent souvent se contenter de cette position qui ne rend justice ni à leurs aptitudes ni à leur formation. Dans certains cas, les migrantes et migrants du travail finissent même par oublier les compétences qu'ils avaient acquises à l'origine parce qu'ils sont surqualifiés pour leurs emplois et donc trop peu sollicités.

Les migrantes et migrants du travail peuvent améliorer leur propre situation économique et celle de leur famille: l'argent qu'ils envoient aux membres de leur famille restés chez eux, est vital pour ces derniers et élèvent leur niveau de vie. Plus leurs revenus sont élevés, plus les questions de formation acquièrent de priorité. Les migrantes et migrants du travail et leurs parents se nourrissent mieux et font plus attention à leur santé; la productivité augmente.

L'absence des migrantes et migrants du travail modifie la vie de leurs familles. Lorsque les parents émigrent et qu'ils confient leurs enfants à la garde d'une autre personne, ils abandonnent une part de leur condition parentale. Lorsque les parents sont longtemps séparés et éloignés de leurs enfants, les liens familiaux se relâchent progressivement. Et lorsque à la fin de leur vie professionnelle, ils retournent au pays, ils sont confrontés dans leurs propres familles aux

Nigg, Heinz (Hrsg.) (1999) Da und fort. Leben in zwei Welten. Interviews, Berichte und Dokumente zur Immigration und Binnenwanderung in der Schweiz. Zürich: Limmat Verlag

problèmes de la réintégration. Tous les membres de la famille doivent en effet s'accoutumer à la nouvelle situation.

Mais il est tout aussi difficile pour les épouses, les parents et les grands-parents qu'ils font venir à leur suite de s'adapter culturellement. Déménager et s'installer dans un nouveau pays constitue une épreuve délicate. Apprendre la langue et la culture du nouveau pays, établir des relations sociales en dehors de sa propre famille peut comporter certaines difficultés. Si les membres de la famille entrés dans le pays à la suite du regroupement familial, ne réussissent pas à surmonter ces difficultés, il peut en résulter un sentiment d'isolement qui pèse sur la famille. Comme les enfants ont, par l'école, des contacts plus forts avec la nouvelle société, il leur est plus facile de s'imprégner des nouveaux comportements et des nouvelles valeurs, ce qui peut provoquer des conflits de génération à l'intérieur de la famille.

### Migrations forcées

Nombreuses peuvent être les causes des mouvements de fuite: guerres externes et civiles, troubles politiques et révolutions, terrorisme, conflits de minorités ou religieux, forte croissance démographique, déplacements de population dus à la mécanisation de l'agriculture, aux réformes agraires, aux constructions de centrales hydroélectriques ou aux programmes de délocalisation, famine et autres «catastrophes naturelles», mais aussi atteintes aux droits de l'homme perpétrées par des régimes répressifs. Souvent, il est impossible de faire la part des facteurs économiques, sociaux et politiques, car ils sont étroitement liés.

Ces mouvements migratoires suivent, si possible, des itinéraires bien établis et flanqués de réseaux de soutien (*support networks*) déjà en place. Ainsi les Haïtiens se sont enfuis aux Etats-Unis, les réfugiés d'Amérique centrale au Costa Rica, au Mexique et aux Etats-Unis. Les Kurdes iraqiens se sont enfuis en Iran et en Turquie. Les juives et juifs soviétiques ont émigré en Israël. Les Allemands d'Europe de l'est sont partis s'installer en Allemagne. Les Africaines et Africains se sont déplacés dans des régions plus sûres de leurs propres pays ou se sont installés de l'autre côté de la frontière la plus proche. Les Albanais du Kosovo se sont enfuis auprès de leurs compatriotes en Suisse et dans les autres pays européens où, longtemps avant la guerre, d'autres Albanais du Kosovo en quête de travail s'étaient installés.

La restructuration des Etats nationaux durant l'époque postcoloniale et dans la période qui a suivi la Guerre froide a également déclenché des mouvements migratoires. Lorsque les élites au pouvoir aspirent à renforcer l'identité «nationale», elles peuvent être tentées d'exclure ou

Nigg, Heinz (Hrsg.) (1999) Da und fort. Leben in zwei Welten. Interviews, Berichte und Dokumente zur Immigration und Binnenwanderung in der Schweiz. Zürich: Limmat Verlag

d'éliminer certains groupes dont la langue, la religion, la culture, les valeurs politiques ou le statut socioéconomique ne leur conviennent pas.

«Ce processus s'est déroulé en Europe au cours de plusieurs siècles; la discrimination et l'oppression des minorités ethniques ont constitué des moments décisifs dans la construction des Etats nationaux. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les rivalités opposant différents groupes pour le pouvoir politique à l'intérieur des Etats ou la centralisation du pouvoir par un groupe dirigeant ainsi que la persécution et la discrimination résultant de luttes pour des ressources limitées ont été les motifs principaux des flux migratoires.» (Ferris 1993:75)

Les guerres en Ex-Yougoslavie, en Somalie, au Burundi et au Ruanda ont occasionné des flux migratoires qui ont démontré l'importance de cette dynamique politique.

La persécution d'origine religieuse est également la cause de migrations. Lorsque cette persécution prend des dimensions violentes, elle suscite des exodes massifs. En 1947, l'Inde et le Pakistan se sont séparés: il s'agissait de réduire les tensions existant entre Hindous et Musulmans. Comme les deux groupes religieux se recoupaient géographiquement, il y a eu dans les deux nouveaux Etats des minorités de l'autre religion. Les Hindous ont quitté le Pakistan pour se réfugier en Inde et les Musulmans l'Inde pour se réfugier au Pakistan. Près de 15 millions de personnes ont été entraînées dans ce tourbillon, et plus de 500 000 y ont trouvé la mort (Zolberg et al. 1989).

L'explosion démographique et l'exploitation brutale de la base naturelle de l'existence dans le «Tiers-Monde» a conduit à la destruction de l'environnement, ce qui à l'avenir, devrait pousser encore davantage de personnes à l'exode. On estime que le nombre des réfugiés de l'environnement atteint entre 10 et 100 millions, bien que les personnes déracinées à la suite des inondations, des tremblements de terre ou des éruptions volcaniques ne soient pas incluses dans ce chiffre (Nuscheler 1995). Dépouillés de leur terre et de ses ressources, les réfugiés de l'environnement abandonnent leur espace vital héréditaire pour partir à la recherche de nouvelles possibilités de survie. Ce n'est que lorsque les gouvernements et les organisations caritatives interviennent à temps qu'ils peuvent être retenus.<sup>3</sup>

L'avenir est incertain pour les réfugiés, les requérants d'asile et les immigrés clandestins. Leur établissement dans le nouveau pays est limité dans le temps et leurs perspectives économiques

---

<sup>3</sup> Il faut d'ailleurs remarquer que le «Tiers-Monde» s'est lui-même transformé en camp de réfugiés du monde. Alors que 16 millions des réfugiés reconnus par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) ont été recueillis en Afrique, en Asie et en Amérique latine, seuls 737'000 vivaient en Amérique du nord et du sud en 1990 (voir Nuscheler 1995).

Nigg, Heinz (Hrsg.) (1999) Da und fort. Leben in zwei Welten. Interviews, Berichte und Dokumente zur Immigration und Binnenwanderung in der Schweiz. Zürich: Limmat Verlag

sont défavorables. Bien qu'ils aspirent à une meilleure vie plus sûre, souvent, ils ne peuvent accéder au marché du travail que par le biais du secteur informel ou du travail au noir. Ils sont donc facilement exploitables, leurs salaires sont inférieurs au minimum existentiel, ils travaillent longtemps et parfois, dans de mauvaises conditions malsaines. Leur santé psychique en souffre également et des familles entières sont soumises à une énorme pression. Des conflits personnels s'ensuivent qui aboutissent à la violence. Les femmes et les enfants sont les victimes faciles des dérèglements familiaux ou bien ils sont abandonnés par leurs maris et pères.

Les Etats utilisent des mesures de régulation – par exemple, ils effectuent des contrôles aux frontières – ainsi que le refoulement immédiat pour gérer les flux migratoires. Leurs critères de nationalisation ou d'expulsion rendent l'immigration plus difficile ou forcent certains concitoyens indésirables à émigrer. En restreignant le travail de façon ciblée et en exigeant de la part des migrantes et migrants qu'ils s'adaptent culturellement (assimilation), ils rendent l'immigration encore plus difficile.

### L'importance des réseaux sociaux

Les liens sociaux et de parenté unissant les émigrants à leur lieu d'origine représentent un filet de sécurité pour les nouveaux migrantes et migrants et sont une source d'information irremplaçable pour ce qui est des emplois ou du savoir pratique culturel et politique. Ces réseaux informels peuvent susciter de nouvelles immigrations et renforcer l'intégration. Ils soutiennent une sorte de migration du travail relativement résistante aux fluctuations économiques, qui compte parmi les phénomènes les plus récents auxquels s'intéresse la recherche sur les migrations.

L'immigration familiale – l'entrée de membres de la famille non actifs professionnellement (mais dont certains souhaitent s'intégrer dans la vie active) – représente la part la plus importante de l'immigration légale en Australie, au Canada, aux Etats-Unis et en Europe occidentale. Les immigrants à la recherche d'un travail ou en quête d'asile, qui sont reconnus et s'installent, ont tendance à faire venir leur famille et d'autres parents. Les migrations familiales sont facilitées par l'engagement des familles et des communautés ethniques car ces dernières aident les nouveaux immigrants à s'intégrer. Du côté du pays d'accueil, cette forme d'immigration peut également être facilitée pour des raisons humanitaires.

Nigg, Heinz (Hrsg.) (1999) Da und fort. Leben in zwei Welten. Interviews, Berichte und Dokumente zur Immigration und Binnenwanderung in der Schweiz. Zürich: Limmat Verlag

### Les femmes dans les migrations

Par tradition, la recherche sur les migrations s'est beaucoup plus préoccupée des hommes. De nombreuses femmes émigrent dans le cadre des regroupements familiaux, bien que les femmes aient toujours constitué une part considérable de la migration du travail (voir Zlotnik 1995). 75% des réfugiés du monde entier sont des femmes, souvent responsables de famille avec enfants. En revanche, la part des femmes qui, en Europe, déposent une requête d'asile est plutôt modeste: elle atteint à peine les 20 à 30%.

Sur le marché international du travail, les femmes forment la section la plus mal payée. Comme on considère qu'elles sont sous l'autorité de leurs pères ou maris, on les embauche pour des emplois à temps partiel dont les conditions de travail sont médiocres ou même dangereuses et les prestations sociales minimales. En général, elles sont moins bien payées que les hommes. Les femmes sont de plus en plus employées dans le secteur informel où elles occupent des *sweat jobs* ou travaillent à la tâche chez elles, à faire de la couture, à fabriquer des jouets ou des chaussures. Les femmes travaillent souvent sans rémunération dans de petites entreprises familiales situées dans des enclaves ethniques (*ethnic businesses*). Beaucoup sont envoyées par leurs familles dans le secteur industriel afin d'apporter un revenu supplémentaire à la famille.

L'impact social et culturel sur les femmes est considérable. L'immigration dans les centres urbains coupe les femmes du réseau social familial (*community network support*) et peut les conduire à rompre radicalement avec leur culture d'origine. Un autre aspect peu documenté – et probablement sous-estimé – des migrations est la menace d'abus sexuels qui pèse sur les femmes: les passeurs, les contrebandiers, les faussaires de passeports et les fonctionnaires escomptent tous des faveurs sexuelles en contrepartie de leurs services, surtout de la part des femmes en fuite (voir Nuscheler 1995).

### Migrations et urbanisation

Dans le monde entier, les centres urbains fonctionnent comme des aimants des migrations intérieures et internationales. On estime qu'au contraire des zones urbaines des pays industrialisés du XIX<sup>e</sup> siècle, qui entre 1815 et 1915 avaient absorbé quelque 100 millions de personnes, les centres urbanisés et en cours d'urbanisation des pays en voie de développement auront accueilli entre 1990 et 2010 près de 1,5 milliard de personnes. De plus, les grands centres industriels du XIX<sup>e</sup> siècle disposaient à l'époque des moyens financiers nécessaires à la construction d'une infrastructure adaptée. La plupart des pays en voie de développement d'Afrique et d'Asie

Nigg, Heinz (Hrsg.) (1999) Da und fort. Leben in zwei Welten. Interviews, Berichte und Dokumente zur Immigration und Binnenwanderung in der Schweiz. Zürich: Limmat Verlag

souffrent, au contraire, d'un grand manque de ressources et d'un besoin gigantesque d'infrastructures leur permettant d'accueillir et de fixer les populations migrantes (Zlotnik 1994).

### Impact sur les pays d'émigration

Les employeurs des pays d'accueil ont tendance à recruter la main-d'œuvre la plus ambitieuse et la mieux formée des pays d'émigration. L'investissement dans la formation est laissé aux soins des employeurs et institutions étatiques des pays d'émigration qui sont obligés de remplacer la main-d'œuvre émigrée. L'émigration de la main-d'œuvre des pays pauvres vers les pays riches a pour conséquences la fuite des cerveaux (*brain drain*) et la fuite des talents (*skill drain*). Les pays d'émigration supportent les coûts de formation des migrantes et migrants du travail durant leurs années improductives et ne recueillent qu'une part minime, pour ne pas dire insignifiante, de leur productivité.

Certaines initiatives de formation des pays riches peuvent encore renforcer ce *brain drain*. Les universités des pays industrialisés exercent une forte attraction sur les étudiant/es des pays plus pauvres. Les possibilités de travail, les perspectives professionnelles et existentielles offertes par les pays riches peuvent être si attrayantes que certain/es étudiant/es ne quittent plus leur nouveau pays. Ceci peut susciter de nouvelles migrations parmi leurs connaissances. Le chômage sévissant dans leur pays d'origine ne fait qu'accélérer encore le départ d'autres personnes.

La valeur des virements effectués par les migrantes et migrants du travail a été estimée en 1989 à 60,9 milliards de dollars, dont 33,7 milliards étaient constitués des virements à destination des pays en voie de développement. Ce chiffre place les revenus provenant de ces transferts au second rang après les revenus provenant du commerce du pétrole brut (Russel 1992).

L'importance de ces virements devient évidente lorsqu'on sait qu'ils sont comparables aux crédits et à l'aide au développement que les pays d'émigration reçoivent des pays d'accueil. La somme totale des aides officielles de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) aux pays en voie de développement a atteint en 1989 48,2 milliards de dollars, c'est-à-dire qu'elle dépassait d'à peine un tiers les virements des migrantes et migrants du travail (OECD 1992). D'un autre côté, on argumente souvent que ces virements ne peuvent compenser les conséquences négatives de la fuite des cerveaux et des talents. Le revenu provenant des virements dans les pays d'émigration comporte certains risques et doit donc être considéré comme instable. Les pays dépendants de ces virements, comme la Jordanie et le Yémen, ont été plongés dans une crise économique après la Guerre du Golf parce que leurs migrantes et migrants du travail avaient été expulsés (Russell 1992).

Nigg, Heinz (Hrsg.) (1999) Da und fort. Leben in zwei Welten. Interviews, Berichte und Dokumente zur Immigration und Binnenwanderung in der Schweiz. Zürich: Limmat Verlag

Le retour des émigrants au pays est souvent considéré comme un apport profitable aux pays d'émigration, car, à leur retour, les migrantes et migrants du travail peuvent accélérer le développement de leur pays d'origine grâce au savoir et aux capacités qu'ils ont acquis à l'étranger, mais aussi grâce à leur nouvelle compréhension de l'éthique du travail, de l'industrie et de la vie économique. Pour cela, il faut cependant que trois conditions soient remplies:

- Les migrantes et migrants du travail doivent avoir élargi leurs aptitudes à l'étranger.
- Le savoir et les capacités acquis à l'étranger doivent répondre aux besoins du pays d'origine.
- Les migrantes et migrants du travail doivent avoir la volonté et la capacité d'appliquer leur savoir chez eux.

Certaines études montrent, au contraire, que seuls les migrantes et migrants du travail les moins formés rentrent chez eux. Les plus productifs et ceux qui ont le plus de succès préfèrent s'installer définitivement dans le pays d'accueil.

Les nouvelles valeurs culturelles des migrantes et migrants qui reviennent au pays, leurs opinions et leurs attitudes représentent un facteur de trouble. Souvent ils ont tellement amélioré le niveau de vie matériel et la position sociale de leurs familles, grâce à l'argent qu'ils leur ont envoyé des années durant, que ces anciens paysans sont traités avec respect pour leurs performances, leur savoir, leurs capacités ainsi que pour leur expérience de l'étranger. Mais il peut arriver aussi que leur exemple et leur assurance soient perçus comme une menace par les élites bien établies et les structures sociales du lieu. La réémigration peut scinder des communautés sociales et économiques relativement fermées.

### Conséquences pour les pays d'accueil

Les principaux avantages que retirent les pays d'accueil économiquement très développés des migrations sont une main-d'œuvre bon marché et l'arrivée de personnes jeunes dans des sociétés à la population vieillissante. L'importation de main-d'œuvre empêche le marché du travail de s'assécher et l'inflation des salaires, ce qui permet aux entreprises de maintenir leur taux de profit. Sur le marché du travail du pays d'accueil, ce sont surtout les couches inférieures qui se ressentent la baisse des salaires provoquée par la main-d'œuvre étrangère meilleur marché. Les consommatrices et consommateurs profitent des migrations internationales parce que les bas salaires réduisent les prix des biens et des services.

Les pays d'accueil profitent également des migrantes et migrants du travail car ils ne doivent pas assurer les coûts de leur éducation et de leur formation. D'un autre côté, lorsqu'un pays d'accueil

Nigg, Heinz (Hrsg.) (1999) Da und fort. Leben in zwei Welten. Interviews, Berichte und Dokumente zur Immigration und Binnenwanderung in der Schweiz. Zürich: Limmat Verlag

est extrêmement dépendant de la main-d'œuvre étrangère, cela le rend sensible à la pression internationale. L'emploi extensif d'une main-d'œuvre bon marché est aussi considéré comme un désavantage parce qu'il peut conduire les entreprises à se désintéresser du développement technologique et à négliger les investissements de capitaux importants. La productivité finirait par stagner ou même par diminuer.

Au début des années soixante-dix, après des années d'une politique plutôt libérale, tous les Etats européens ont limité l'importation de main-d'œuvre supplémentaire et ont sévèrement réglementé le regroupement familial. C'était d'une part une façon de réagir à l'apparition de la récession économique en faisant porter aux immigrantes et immigrants la responsabilité du chômage grandissant, de la criminalité croissante et de la pénurie de terrain et de logement; et d'autre part, une façon de calmer les inquiétudes déplorant ici et là les coûts sociaux et politiques entraînés par une population étrangère en forte augmentation (extension des institutions sociales, de l'enseignement et de la santé publique). Certes on pourrait objecter à ces dernières que les migrantes et les migrants recourent peu aux services publics et paient des impôts. Cela n'a pas empêché les partis de droite xénophobes de l'Europe entière de fonder leur action politique sur des sujets comme «renforcement des contrôles aux frontières» ou «expulsion des réfugiés». Parallèlement aux mesures visant à limiter le nombre des étrangers et à endiguer le nombre des requérants d'asile, il existe aussi – par exemple, à l'intérieur de l'Union européenne – des velléités de les intégrer.

Quand on examine la politique de migration de presque tous les pays européens, on distingue deux attitudes fondamentales, l'une «conservative» et l'autre plutôt «cosmopolite»: la première prévoit d'exclure les étrangers à son gré et selon ses propres nécessités alors que la seconde est d'avis que, dans un monde globalisé, où les liens d'interdépendance se font de plus en plus étroits, le fait que des «Etats nationaux» (et leurs sociétés) s'arrogent un droit souverain d'exclure est devenu problématique. La politique menée par les pays d'Europe occidentale depuis la fin de la phase de recrutement est à créditer à la première attitude.

L'immigration contribue sans aucun doute à la richesse culturelle d'une société. Ses membres ne peuvent que profiter de leurs contacts avec diverses cultures, dans les domaines de l'art, de la littérature, de la musique ou de l'alimentation également. Ils peuvent en retirer une meilleure compréhension d'autres traditions et une conscience plus aigüe des effets positifs des relations transculturelles et des échanges réciproques de savoir. Enfin, la communication internationale croissante peut contribuer à garantir la paix. Les partis de droite ont une vision totalement négative de la diversité culturelle – ils la ressentent comme une menace pour la cohésion et l'ordre sociaux, ce qui renforce les tendances de la société à la division.

## Stratégies d'accueil

Le processus d'incorporation exige des migrantes et migrants aussi bien que des sociétés d'accueil qu'ils s'adaptent. Il existe quatre stratégies d'accueil fondamentales caractérisant la manière dont les immigrés et la société d'accueil interagissent les uns avec les autres, ainsi que la qualité et le degré d'adaptation réciproque exigée: la ségrégation, l'assimilation, l'intégration et la coexistence multiculturelle.

On appelle *ségrégation* le processus par lequel on accepte les migrantes et migrants dans certains secteurs de la société (par exemple, sur le marché du travail ou dans une zone géographique délimitée) tout en leur interdisant de prendre part à d'autres domaines de la vie sociale. Cela peut prendre la forme d'une politique de migration étatique qui refuse aux migrantes et migrants l'accès aux institutions sociales, la participation politique et les droits civiques. Les immigrés peuvent également être exclus du marché du travail et du logement, de la jouissance des moyens d'éducation et de la vie sociale. Les immigrés exclus de la vie sociale finissent par former des minorités ethniques économiquement défavorisées, dotées de droits humains minimaux et pratiquement sans droits civiques (*civil rights*). Les Etats ayant recours à cette stratégie d'accueil discriminatoire traitent les migrantes et migrants comme des résidents temporaires (voir la notion allemande du «Gastarbeiter» – travailleur invité) et leur compliquent passablement l'acquisition des droits civiques. L'Etat ou le secteur privé ne leur accorde une aide minimale que dans les cas d'extrême urgence et de façon à maintenir isolé le groupe des migrantes et migrants. Ces derniers demeurent marginalisés dans leur pays d'accueil.

On appelle *assimilation* l'absorption des migrants par un processus d'adaptation. En ce cas, la politique de migration étatique exige que les immigrantes et immigrants adoptent la langue, les traditions, la croyance et les comportements culturels du pays d'accueil. L'assimilation suppose que les immigrantes et immigrants sont disposés à renoncer à certains traits de leur propre culture et qu'ils sont capables de le faire. Une stratégie étatique d'assimilation exige l'adaptation et ne tolère pas de groupes culturels différents. Elle a recours aux cours de langue et aux services de conseil pour transmettre aux migrantes et migrants les valeurs de la culture majoritaire et leur permettre de s'adapter. Le but de l'assimilation est d'arriver à une monoculture, c'est-à-dire de conserver une société «culturellement homogène».

On appelle *intégration* le processus d'adaptation réciproque entre les immigrants et la société d'accueil. Les membres des diverses cultures apprennent les uns des autres et adoptent certains aspects de la culture qui leur est étrangère. L'individu et le groupe ethnique continuent de se référer à leur héritage culturel. La société d'accueil reste la culture majoritaire, elle accepte

Nigg, Heinz (Hrsg.) (1999) Da und fort. Leben in zwei Welten. Interviews, Berichte und Dokumente zur Immigration und Binnenwanderung in der Schweiz. Zürich: Limmat Verlag

cependant l'existence de groupes ethniques autonomes et leur participation à la vie sociale. Toutefois, les stratégies d'accueil visant à l'intégration ou à l'assimilation n'encouragent pas activement les immigrantes et immigrants à entretenir leur héritage culturel et leur propre langue et ne les y aident pas. Tout le poids de l'adaptation à la culture majoritaire repose sur les migrantes et les migrants.

Ce qu'on appelle la *démarche multiculturelle ou pluriethnique* se distingue de l'intégration et de l'assimilation en ce qu'elle octroie les mêmes droits et devoirs aux immigrantes et immigrants sans leur suggérer d'abandonner leurs particularités culturelles et sans les y obliger. La société d'accueil attend des immigrantes et immigrants qu'ils acceptent certaines normes et valeurs, mais elle tolère et cautionne leurs particularités culturelles et elle est également prête à adapter son propre comportement social et les structures de ses propres institutions de manière à favoriser l'épanouissement de ces différences culturelles. Les échanges culturels d'une société multiculturelle sont fondés sur l'acculturation de tous c'est-à-dire un processus continué visant à assurer à tous l'égalité des chances. Les migrantes et migrants peuvent obtenir de l'aide sous la forme d'assistance à la traduction, de bureaux d'information ou de conseil et des subsides pour leurs associations. Le multiculturalisme permet aux immigrantes et immigrants d'accéder aux droits civiques dans le pays d'accueil sans devoir abandonner leurs différences culturelles. Dans de nombreux cas, il leur est même accordé la double nationalité.

### Conditions et facteurs du processus d'accueil

Le processus par lequel une société absorbe les migrantes et migrants est complexe. Dans certains cas, chaque individu a le choix entre plusieurs possibilités concrètes, dans d'autres, il ne peut que réagir. Et même lorsque le processus d'absorption se passe simplement, il reste un fardeau pour l'individu aussi bien que pour les familles.

Voici quels sont les facteurs qui influent sur le processus d'absorption:

- âge, sexe
- santé
- éducation et aptitudes professionnelles
- notions préliminaires de la langue et connaissance de la société d'accueil
- différence culturelle par rapport à la population de la société d'accueil
- capacité d'adaptation
- désir d'approcher la nouvelle société et la nouvelle culture
- causes de la migration
- degré d'homogénéité de la société d'accueil

Nigg, Heinz (Hrsg.) (1999) Da und fort. Leben in zwei Welten. Interviews, Berichte und Dokumente zur Immigration und Binnenwanderung in der Schweiz. Zürich: Limmat Verlag

- soutien de la société d'accueil
- durée prévue ou supposée du séjour

Les préjugés constituent l'obstacle le plus important au processus d'absorption, que ce dernier vise à l'intégration ou à la coexistence multiculturelle. La discrimination, la ségrégation, l'exclusion, le harcèlement et la violence divisent la société, menacent les immigrantes et immigrants et accroissent leur vulnérabilité.

Lorsque des groupes d'immigrantes et immigrants bénéficient de soutien et se développent en vigoureuses communautés, certaines parties de la population indigène, qui se sentent moins fortunées et sont elles-mêmes défavorisées, risquent d'avoir des réactions de susceptibilité ou même d'hostilité. Lorsque la population locale – ou certains de ses groupes – voit dans les immigrantes et immigrants des rivaux dans la lutte pour des ressources économiques, sociales ou politiques limitées, elle peut faire preuve de racisme ou de haine ethnique.

### La communication multiculturelle

Les opinions, les besoins économiques et la situation sociale de la population locale influent considérablement sur l'accueil fait aux migrantes et migrants. Les communes et les villes peuvent prendre l'initiative de les assister: où leur trouver une activité satisfaisante sur le marché du travail local ou dans la collectivité communale? Comment adapter les structures administratives de la commune pour répondre correctement aux différents besoins? Lorsque éclatent la haine et les conflits ethniques, c'est au niveau communal qu'il est possible de trouver les solutions les mieux adaptées. Et pourtant, les communes et les villes ont besoin aussi de l'aide nationale et internationale pour résoudre leurs problèmes.

Nigg, Heinz (Hrsg.) (1999) Da und fort. Leben in zwei Welten. Interviews, Berichte und Dokumente zur Immigration und Binnenwanderung in der Schweiz. Zürich: Limmat Verlag

## Bibliographie

- Adepoju, Aderanti. 1994. *Emigration Dynamics in Sub-Saharan Africa*. Paper prepared for the IOM/UNFPA meeting on Emigration Dynamics in Developing Countries.
- Castles, Stephen und Mark J. Miller. 1993. *The Age of Migration: International Population Movements in the Modern World*. London.
- Ferris, Elizabeth G. 1993. *Beyond Borders: Refugees, Migrants and Human Rights in the Post-Cold War Era*. Geneva: WCC Publications.
- Ghosh, Bimal. 1992. *Migration, Trade and International Economic Cooperation: Do the Interlinkages Work?* Paper prepared for the 10th IOM Seminar on Migration. Geneva, 15.–17. September 1992.
- Ghosh, Bimal. 1993. *Global Governance and Population Movements*. Paper prepared for the Commission on Global Governance. Geneva, September 1993.
- International Organization for Migration. «Overview of International Migration». Genf 1995. (<http://www.iom.int>)
- Lohrmann, Reinhard. 1994. *The Need for Enhanced International Cooperation in Addressing Environmental Migration Issues*. Paper submitted for the joint Government of Spain and the UN Secretariat of the Intergovernmental Negotiating Committee for the Convention on Desertification (INCD). Almeria, Spain, 9.–11. Februar 1994.
- Meissner, Doris, Robert D. Hormats, Antonio Walker Garrigues und Shijuro Ogata. 1993. *International Migration Challenges in a New Era*. New York, Paris, Tokyo: The Trilateral Commission 1993.
- Nuscheler, Franz. 1995. *Internationale Migration. Flucht und Asyl*. Opladen: Leske und Budrich.
- Oberai, A. S. 1987. *Migration, Urbanization and Development*. International Labour Office. Geneva.
- OECD. 1992. *Development Co-operation, 1992 Report*. Paris, Tafel 14, S. A-23.
- Portes, Alejandro und Jozsef Böröcz. 1989. «Contemporary Immigration: Theoretical Perspectives on its Determinants and Modes of Incorporation». *International Migration Review* 23(3), S. 606–630.
- Russel, Sharon Stanton. 1992. *Migrant Remittances und Entwicklung*. Paper prepared for the 10th IOM seminar on Migration. Geneva, 15.–17. September 1992.
- Sassen, Saskia. 1988. *The mobility of labor and capital: a study in international investment and labour flows*. Cambridge: University Press.
- United Nations Secretariat. 1994. *Population Distribution and Migration. The Emerging Issues*. Paper presented at the International Conference on Population and Development. Santa Cruz, 18.–22. Januar 1994.
- Weiss Sampietro, Thea. 1998. *Festung Europa? Einwanderung aus «Drittländern» und die Modernisierung der europäischen Gemeinschaft*. Unveröffentlichte Lizentiatsarbeit, Universität Zürich.

Nigg, Heinz (Hrsg.) (1999) *Da und fort. Leben in zwei Welten. Interviews, Berichte und Dokumente zur Immigration und Binnenwanderung in der Schweiz.* Zürich: Limmat Verlag

Zlotnik, Hania. 1994. «Expert Group Meeting on Population Distribution and Migration». In: *International Migration Review* vol 28, no. 1, S. 171–204.

Zolberg, Aristide R., Astrid Suhrke und Sergio Aguayo. 1989. *Escape from Violence: Conflict and the Refugee Crisis in the Developing World.* New York und Oxford.

Nigg, Heinz (1999) *Ici et ailleurs. Vivre dans deux mondes.* Zurich: [www.migrant.ch](http://www.migrant.ch)

Traduction: Marielle Larré



Except where otherwise noted, this site is

licensed under a Creative Commons Attribution 2.5 License:

<http://creativecommons.org/licenses/by/2.5/>